

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 24/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

VALEO VISION

26 boulevard de l'Industrie
49000 Écouflant

Références : 2022-600_VALEO VISION_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301571

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement VALEO VISION implanté 26 boulevard de l'Industrie 49000 Écouflant. L'inspection a été annoncée le 07/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à une précédente visite d'inspection en date du 11/12/2020, l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 06/10/2021:

- de mettre en place dans un délai de 4 mois l'ensemble des RIA permettant d'avoir une couverture de l'établissement par au moins deux jets de lances avec la pression de fonctionnement minimale de 2,5 bars requise pour le RIA le plus défavorisé, et d'adresser au préfet de Maine-et-Loire les justificatifs attestant du respect de ces dispositions ;
- d'adresser au préfet de Maine-et-Loire dans un délai de 6 mois un dossier de mise à jour des installations exploitées sur son site, permettant de déterminer le caractère substantiel ou non de l'ensemble des modifications intervenues sur le site depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- d'arrêter dans un délai de 6 mois l'utilisation du produit classé H351, et d'adresser au préfet de Maine-et-Loire les justificatifs attestant du respect de cette disposition.

Le 25/10/2022, l'inspection des installations classées a procédé à une visite de contrôle des installations exploitées par la société VALÉO VISION. Cette visite avait pour objectif de procéder au récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/10/2021, et de vérifier les suites données à une partie des constats (portant sur les thématiques des rejets aqueux et du bruit) relevés lors de la précédente visite du 11/12/2020. Les suites des autres constats seront traitées lors d'une prochaine visite d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALEO VISION
- 26 boulevard de l'Industrie 49000 Écouflant
- Code AIOT : 0006301571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société VALEO VISION située 26 boulevard de l'industrie à Écouflant conçoit et fabrique des optiques avants pour l'automobile haut de gamme, sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/10/2002 et l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 08/07/2005.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite du 11/12/2020 (celles relatives aux rejets aqueux et au bruit)
- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/10/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte interne contre l'incendie - RIA	AP de Mise en Demeure du 06/10/2021, article 1	/	Sans objet
2	Modifications des installations	AP de Mise en Demeure du 06/10/2021, article 2	/	Sans objet
4	Rejets des eaux résiduaires industrielles: respect VLE	Arrêté Préfectoral du 10/11/2002, article 7.4	/	Sans objet
5	Rejet des eaux résiduaires industrielles: info si dépassement des VLE	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 7.6.3-alinéa 2	/	Sans objet
6	Rejets des eaux résiduaires industrielles: nonylphénols - constat 11/12/20	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 40-alinéa 5	/	Sans objet
7	Programme d'autosurveillance des rejets aqueux - constat 11/12/20	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 36 à 39 et 60; articles 7.4.3 et 7.6.1 de l'AP du 11/10/2002	/	Sans objet
9	Bruit: niveaux de bruit en limite de propriété - constat du 11/12/20	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3-alinéa 3; article 9.3 de l'AP du 11/10/2002	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Maîtrise des émissions aériennes de substances toxiques pour la santé	AP de Mise en Demeure du 06/10/2021, article 3	/	Sans objet
8	Bruit: mesures d'émergence - constat du 11/12/20	Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 9.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- L'exploitant transmettra au préfet les justificatifs attestant du respect de la couverture du site par les RIA.
- L'exploitant transmettra au préfet le dossier de mise à jour de ses installations.

Par ailleurs,

- L'exploitant poursuivra sa recherche de l'origine des nonylphénols dans ses rejets d'eaux résiduaires industriels.
- L'exploitant justifiera de la mise en œuvre d'une solution de réduction maximale (solutions techniquement viable et à un coût acceptable) de nonylphénols dans ses rejets d'eaux résiduaires industriels.
- L'exploitant indiquera la raison des non-conformités de ses rejets d'eaux résiduaires industriels, et les moyens mis en œuvre pour les corriger.
- L'exploitant proposera un programme de surveillance de ses rejets d'eaux résiduaires industrielles, concernant les substances dangereuses.
- L'exploitant mettra en œuvre des actions correctives pour réduire les niveaux de bruit en limite de propriété, et transmettra un rapport de mesures de bruit permettant de justifier d'un retour à la conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte interne contre l'incendie - RIA

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : constat 11/12/20
<p>Prescription contrôlée : La société VALEO VISION, exploitant un établissement de fabrication de projecteurs pour automobiles, sis 26, boulevard de l'industrie 49000 Écouflant est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6.4-6ème alinéa de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2002 susvisé en mettant en place l'ensemble des RIA permettant d'avoir une couverture de l'établissement par au moins deux jets de lances, avec la pression de fonctionnement minimale de 2,5 bars requise pour le RIA le plus défavorisé et en adressant au préfet de Maine-et-Loire les justificatifs attestant du respect de ces dispositions, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Suite des constats des précédentes visites des 06/09/2016 et 11/12/2020: Par courrier du 09/03/2010, l'exploitant avait transmis le plan ETARE complété par les rayons d'action des RIA. Ce plan mettait en évidence le non-respect de la prescription imposant que l'établissement soit doté de RIA permettant que tout point de l'établissement soit atteint par au moins deux jets de lance. L'exploitant s'était alors engagé à effectuer les travaux nécessaires. Lors de la visite de 2016, l'exploitant n'avait pas été en mesure de confirmer que ces travaux avaient bien été réalisés. Il avait été demandé à l'exploitant d'apporter les éléments permettant de justifier de la conformité du positionnement des RIA et du nombre suffisant de RIA. Lors de la visite de 2020, l'exploitant avait indiqué que les travaux de mise en conformité à la prescription concernant les RIA n'avaient pas été réalisés. L'exploitant a été mis en demeure par AP du 06/10/2021 de mettre en place l'ensemble des RIA permettant d'avoir une couverture de l'établissement par au moins deux jets de lances, avec la pression de fonctionnement minimale de 2,5 bars requise pour le RIA le plus défavorisé et d'adresser au préfet les justificatifs attestant du respect de ces dispositions. Par courriel du 13/01/2022, l'exploitant a transmis un devis du 11/01/2022 pour la réalisation des travaux, accompagné d'un échancier s'étalant du 31/01/2022 jusqu'au 03/08/2022. Lors de la visite de 2022, l'exploitant a transmis un plan localisant les RIA et représentant la surface de couverture de chaque RIA d'un rayon de 30 m correspondant à la longueur de tuyau. L'inspection a constaté que l'atelier de production est couvert par au moins deux jets de lances de RIA. L'exploitant a par ailleurs indiqué que les travaux venaient de se terminer, mais que la réception n'avait pas encore eu lieu. Le bon fonctionnement du réseau de RIA n'est donc pas encore justifié. → L'exploitant transmettra dans les meilleurs délais au préfet les justificatifs attestant du bon fonctionnement du réseau de RIA, une fois la réception des travaux terminée. Dans l'attente, la mise en demeure ne peut être levée.</p>
Observations : Le réseau d'alimentation en eau des RIA étant branché sur le réseau de sprinklage, l'exploitant devra pouvoir justifier que les besoins en eau du réseau de sprinklage restent garantis.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modifications des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Actualisation
Point de contrôle déjà contrôlé : constat 11/12/20
<p>Prescription contrôlée : La société VALEO VISION, exploitant un établissement de fabrication de projecteurs pour automobiles, sis 26, boulevard de l'industrie 49000 Écouflant est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.3-1er alinéa de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2002 susvisé en adressant au préfet de Maine-et-Loire, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de mise à jour des installations exploitées sur son site, permettant de déterminer le caractère substantiel ou non de l'ensemble des modifications intervenues sur le site depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation (plan des installations à jour, description précise des installations avant et après modification, évaluation de leur impact sur l'environnement et les risques supplémentaires susceptibles d'être générés, ...).</p> <p>Constats : Lors de la visite de 2016, l'inspection avait constaté des modifications effectuées depuis l'autorisation de 2002, dont certaines n'avaient pas été notifiées au préfet (suppression des installations de transformation thermodurcissable « TD1 »; nouvelle installation de vernissage mise en service début 2016; nouvelle presse à injection GP4 mise en service en septembre 2016). Il était demandé à l'exploitant de transmettre au préfet un dossier de mise à jour de l'établissement précisant notamment le classement des stockages de matières de plastique. Une revue de conformité des installations aux dispositions générales des arrêtés ministériels du 14 janvier 2000 et du 27 juillet 2015 était également attendue. Par courrier du 25/05/18, l'exploitant avait transmis au préfet un dossier de mise à jour de ses installations. Par courrier du 12/07/18, l'inspection indiquait à l'exploitant que les documents remis dans le dossier étaient insuffisants pour juger du caractère substantiel ou non des modifications de ses installations. Suite à ce courrier, l'inspection n'avait pas reçu de compléments. Lors de la visite 2020, l'inspection avait par ailleurs constaté que de nouvelles modifications avaient été réalisées sans être portées à la connaissance du préfet (augmentation des capacités de stockage pour les produits semi-ouvrés (PSO) et les produits finis visés par la rubrique 2663, modification des installations de combustion, déplacement de silos, ...). L'exploitant a été mis en demeure par AP du 06/10/2021 de porter à la connaissance du préfet un dossier de mise à jour des installations exploitées sur son site, permettant de déterminer le caractère substantiel ou non de l'ensemble des modifications intervenues sur le site depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation. Par courriel du 08/03/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection pour information le dossier de mise à jour de ses installations. Lors de la visite de 2022, l'exploitant a déclaré qu'il avait oublié de transmettre le dossier au préfet. → L'exploitant transmettra dans les meilleurs délais au préfet le dossier de mise à jour de ses installations. Dans l'attente, la mise en demeure ne peut être levée.</p>
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maîtrise des émissions aériennes de substances toxiques pour la santé

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : constat 11/12/20
<p>Prescription contrôlée : La société VALEO VISION, exploitant un établissement de fabrication de projecteurs pour automobiles, sis 26, boulevard de l'industrie 49000 Écouflant est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juillet 2005 susvisé en arrêtant l'utilisation du produit classé H351 (cancérogène catégorie 2 « susceptible de provoquer le cancer ») et en adressant au préfet de Maine-et-Loire les justificatifs attestant du respect de cette disposition, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Suite à la visite de 2016, l'exploitant avait transmis sur demande de l'inspection la FDS du durcisseur TEROSON PU U152 BONDMASTER. Ce dernier est classé H351 (susceptible de provoquer le cancer, correspondant à l'ancienne phrase de risque R40). Or, la disposition de l'article 2 de l'APC du 08/07/2005 interdit l'exploitant d'utiliser une telle substance à compter du 30/07/2005. L'exploitant a été mis en demeure par AP du 06/10/2021 de justifier de l'arrêt de l'utilisation du durcisseur TEROSON PU U152 BONDMASTER.</p> <p>À la lecture des rapports d'inspection des 17/03/2005 et 26/04/2005 ayant motivé l'APC du 08/07/2005, il s'avère que l'article 2 de cet APC vise finalement spécifiquement les COV, notamment le dichlorométhane et l'acide acrylique.</p> <p>Par courriers des 06/10/2005 et 14/11/2005, l'exploitant avait justifié de l'arrêt de l'utilisation du vernis qui contenait du dichlorométhane et de l'acide acrylique. Par ailleurs, l'exploitant a justifié par courrier du 04/02/2022 que le durcisseur TEROSON PU U152 BONDMASTER (évoqué ci-dessus et classé H351) ne contient pas de COV selon la FDS fournie.</p> <p>La disposition de l'APC du 08/07/2005 est donc respectée.</p> <p>→ Il sera proposé au préfet de lever la mise en demeure sur ce point, comme indiqué à l'exploitant par courrier de l'inspection en date du 11/04/2022.</p>
<p>Observations : Le courrier de l'inspection du 11/04/2022 (mentionné ci-dessus) posait des questions à l'exploitant, notamment sur les conditions d'utilisation du durcisseur TEROSON PU U152 BONDMASTER et sur les actions menées pour sa substitution. Ces questions sont restées sans réponses à ce jour.</p> <p>→ L'exploitant apportera dans les meilleurs délais les réponses aux questions posées par l'inspection dans son courrier du 11/04/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets des eaux résiduaires industrielles: respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2002, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux industrielles résiduaires rejetées (eaux de lavage), dans le réseau public d'assainissement, respectent les normes de rejet fixées par l'autorisation du gestionnaire de l'infrastructure d'assainissement, dans les limites suivantes : - Débit maximum instantané = 1 m ³ /h - Débit maximum sur 24h consécutives: 23 m ³ - pH: 6,5 < pH < 9 - MES : 600 mg/l - 6 kg/j - DCO :2000 mg/l - 30 kg/j - DBO5 : 800 mg/l - 12 kg/j - NGL : 60 mg/l - 0,6 kg/j - Ptot : 20 mg/l - 0,2 kg/j
Constats : En 2021 et 2022, les rejets d'eaux résiduaires industrielles présentent 4 dépassements des valeurs limites d'émissions (VLE) pour le phosphore total en flux (la mesure la plus élevée étant de 0,24 kg/j). → L'exploitant indiquera la raison de ces non-conformités et les moyens mis en œuvre pour les corriger (cf. constat n°5).
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejet des eaux résiduaires industrielles: info si dépassement des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 7.6.3-alinéa 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de dépassement des valeurs limites imposées à l'article 7.4.3, l'exploitant informe sans délai l'inspection des installations classées avec l'indication des mesures prises ou prévues pour y remédier.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant ne renseignait pas sur GIDAF les raisons des dépassements des VLE et les mesures prises ou prévues pour y remédier. → L'exploitant veillera dorénavant à se conformer à cette prescription.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets des eaux résiduaires industrielles: nonylphénols - constat 11/12/20

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 40-alinéa 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : constat 11/12/20
<p>Prescription contrôlée : Pour les substances dangereuses présentes dans les rejets de l'installation et identifiées dans l'article 38 par une étoile (dont le nonylphénols), l'exploitant présente les mesures prises, accompagnées d'un échéancier permettant de supprimer le rejet de cette substance dans le milieu aquatique en 2021.</p> <p>Constats : Les campagnes réalisées dans le cadre de la surveillance des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) avaient mis en évidence la présence de nonylphénols (substances dangereuses prioritaires) dans les rejets industriels de l'établissement (concentration variant entre 0,2 et 2,2 µg/l, lors des six mesures de la campagne initiale). Il avait été demandé à l'exploitant de rechercher l'origine de cette substance.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection avait demandé à l'exploitant, par courrier du 12/07/2018, de fournir les éléments attestant de la mise en œuvre de solutions techniquement viables et à un coût acceptable, afin de respecter l'objectif de suppression des émissions de nonylphénols à l'échéance 2021. À ce jour, cette demande est restée sans réponse, alors que ceux-ci sont toujours présents dans les rejets (voir plus bas).</p> <p>Lors du contrôle inopiné réalisé en juin 2020, la concentration mesurée de nonylphénols était inférieure à la limite de quantification réglementaire (0,5 µg/l). Cependant, une unique mesure n'était pas suffisamment représentative selon l'inspection pour considérer l'absence pérenne de nonylphénols dans les rejets aqueux.</p> <p>Lors de la visite de 2020, il était demandé à l'exploitant de présenter à minima 3 mesures complémentaires du paramètre nonylphénols, afin de pouvoir justifier de son absence pérenne. En cas de présence persistante de ce paramètre, l'exploitant devrait rechercher son origine, et justifier de la mise en œuvre d'une solution de réduction maximale.</p> <p>Lors de la visite de 2022, l'exploitant a présenté les résultats d'analyses des 10/03/2021, 13/04/2021 et 12/05/2021 montrant respectivement des concentrations de 0,60 µg/l, 0,62 µg/l, 0,38 µg/l pour le paramètre nonylphénols. Ces valeurs sont faibles, mais supérieures à 2 reprises à la limite de quantification réglementaire. L'exploitant a mentionné l'utilisation de la colle LOCTITE E04 A/B BICOMP qui contient du nonylphénol (cf. FDS transmise), mais qui n'a pas de raison de se trouver selon lui dans les eaux de lavage des matières plastiques thermodurcissables (seules eaux résiduaires industrielles rejetées hors site, d'après le dossier de mise à jour des installations de 2022 mentionné dans le constat n°2). Il a également évoqué la possibilité d'apparition de nonylphénols dans le process, sans apporter de justifications.</p> <p>→ L'exploitant devra poursuivre sa recherche de l'origine des nonylphénols dans ses rejets, et justifier de la mise en œuvre d'une solution de réduction maximale (solutions techniquement viable et à un coût acceptable).</p>
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Programme d'autosurveillance des rejets aqueux - constat 11/12/20

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 36 à 39 et 60; articles 74.3 et 76.1 de l'AP du 11/10/2002
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : constat 11/12/20
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme d'autosurveillance de la qualité des rejets d'eaux industrielles résiduaires portant sur les paramètres et selon les fréquences définies dans l'AM du 27/12/2013 et l'AP du 11/10/2002 (cf. références réglementaires citées).</p> <p>Constats : Pour rappel, l'exploitant avait réalisé une campagne de surveillance initiale des substances dangereuses du 19/11/2012 au 05/06/2013 dans le cadre de l'opération RSDE. Par un courrier du 26/05/2014, l'inspection confirmait à l'exploitant la possibilité d'abandonner la surveillance des substances dangereuses au vu des résultats de cette campagne initiale. Les substances suivantes étaient néanmoins quantifiées : nonylphénols, chloroforme, Cr, Cu, Ni, Pb et Zn. Par courrier du 23/08/2018, l'inspection avait informé l'exploitant des évolutions introduites par l'arrêté ministériel du 24/08/2017, et avait demandé à l'exploitant de transmettre sous 6 mois sa proposition de programme d'autosurveillance des rejets aqueux. Lors de la visite de 2020, l'exploitant indiquait qu'il n'avait pas établi une proposition de programme d'autosurveillance. Il était rappelé à l'exploitant qu'il lui revenait de se positionner sur la surveillance éventuelle à mettre en place sur les substances dangereuses. Les résultats des analyses réalisées lors des campagnes de surveillance initiale et autres analyses réalisées depuis 2012 pouvaient être utilisés pour ce positionnement, sous réserve que les rejets n'aient pas évolué (changement de produits). Lors de la visite de 2022, l'exploitant a présenté les résultats d'analyses des eaux résiduaires industrielles, réalisées les 13/04/2021, 12/05/2021 et 16/06/2021. L'inspection a constaté que les analyses avaient été réalisées seulement sur les macro-polluants et sur certains métaux. Les paramètres liés à une activité utilisant du plastique n'ont pas été considérés. Par ailleurs, certains des paramètres analysés ne l'ont été qu'à deux, voire une seule reprise, sans qu'une explication soit apportée. In fine, aucune proposition de programme de surveillance n'a été transmise.</p> <p>→ L'exploitant transmettra sa proposition de programme de surveillance des substances dangereuses dans ses rejets d'eaux résiduaires industrielles afin de se conformer aux dispositions des articles 33 à 39 et 60 de l'AM du 27/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des ICPE. L'exploitant apportera des justifications pour les paramètres qu'il ne retiendrait pas dans son programme de surveillance.</p>
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2002, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : constat 11/12/20
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bruits émis par les installations respectent les émergences maximales énoncées ci-après dans les zones à émergence réglementée (ZER) au sens de l'arrêté du 23 janvier 1997 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 dB (A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés, lorsque le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB (A), - 6 dB (A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés, lorsque le niveau de bruit ambiant est supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A), - 3 dB (A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés, lorsque le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB (A), - 4 dB (A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés, lorsque le niveau de bruit ambiant est supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A). <p>Constats : Lors de la visite de 2016, l'exploitant indiquait que les mesures d'émergence n'avaient pas pu être réalisées lors du contrôle des niveaux sonores de 2014. En effet, il expliquait que les installations du site fonctionnent 24h/24h 7j/7j, et il était par conséquent difficile de déterminer le niveau de bruit résiduel. Il était demandé à l'exploitant de proposer des solutions pour que les valeurs limites (VL) fixées dans l'AP d'autorisation puissent être vérifiées lors d'un prochain contrôle.</p> <p>Lors de la visite de 2020, l'exploitant avait transmis le rapport de contrôle des niveaux sonores réalisé en 2019. L'inspection avait constaté que les mesures d'émergence étaient toujours absentes du rapport. Sur insistance de l'inspection, l'exploitant avait reconnu qu'il pouvait finalement s'organiser pour qu'une mesure de bruit résiduelle (permettant de calculer l'émergence) puisse être programmée lorsque les installations sont à l'arrêt.</p> <p>Lors de la visite de 2022, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des niveaux sonores réalisé du 25 au 29/03/2021. Une seule ZER est identifiée au point 5, au sud du site, au-delà de l'A11. Le rapport conclut que les émergences en périodes diurne et nocturne sont conformes aux VL de l'AP.</p>
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3-alinéa 3; article 9.3 de l'AP du 11/10/2002
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : constat 11/12/20
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM du 23/01/1997: L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles. Les valeurs fixées par l'arrêté d'autorisation ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>AP du 11/10/2002: En aucun cas, les niveaux sonores en limite de propriété ouest n'excèdent, du fait de l'établissement, les limites fixées ci-après : - 65 dB (A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés, - 55 dB (A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés,</p> <p>Constats : Lors de la visite de 2020, l'exploitant avait transmis le rapport de contrôle des niveaux sonores de 2019. L'inspection avait constaté dans ce rapport des non-conformités. Les VL des niveaux de bruit en limite de propriété en période de nuit étaient dépassées pour les points suivants : L1 (58,5 dB(A), supérieur à 55 dB(A)), et L3 (62 dB(A), supérieur à 60 dB(A)). Le rapport de 2014 comportait déjà des dépassements de VL, pour les points L1, L3 et L4. Il était demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures correctives permettant de respecter les VL applicables.</p> <p>Lors de la visite de 2022, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des niveaux sonores réalisé du 25 au 29/03/2021. L'exploitant a déclaré qu'il n'y avait eu préalablement ni identification de l'origine des dépassements de 2019, ni mise en oeuvre d'action corrective. L'inspection a constaté dans le rapport de 2021 que la VL des niveaux de bruit en limite de propriété en période de nuit était dépassée pour le point L1 (57,5 dB(A), supérieur à 55 dB(A)). Le rapport ne met pas en évidence cette non-conformité, car la valeur de référence prise en compte est celle de l'AM du 23/01/1997 (60 dB(A)). L'origine de ce dépassement n'a donc pas été recherchée.</p> <p>→ Il est demandé à l'exploitant de rechercher l'origine du dépassement, de mettre en oeuvre des actions correctives et de transmettre un rapport du contrôle des niveaux sonores (réalisé après la mise en œuvre de ces actions correctives), permettant de justifier du retour à la conformité.</p>
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant que les VL de niveau de bruit à considérer en limite de propriété ouest ne sont pas 70 dB(A) en période de jour et 60 dB(A) en période de nuit, mais celles indiquées ci-dessus (cf. art. 9.3 de l'AP).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet